

## **Baisse historique des surfaces Bio : il faut engager un sursaut de développement**

**13/06/24.** Si on peut se féliciter de l'augmentation du nombre de fermes en bio on ne peut que s'inquiéter de la baisse historique des surfaces qui nous éloigne de l'objectif de 18% de SAU bio en 2027 que la France a fixé dans la politique agricole commune. Il est urgent de poser le bon diagnostic et d'y apporter les remèdes adéquats. Si le développement des fermes est une bonne nouvelle, le repli des surfaces implique que nous n'avons pas réussi à amorcer la transition des cultures céréalières qui sont aussi les plus consommatrices des herbicides qu'on retrouve dans notre eau potable.

### **Le gouvernement doit changer de stratégie et soutenir les fermes bio dans la durée**

Malgré une aide conversion incitative de 350 euros par hectare pour certaines productions comme les grandes cultures, la conversion bio est à l'arrêt en ce début de nouvelle PAC. Le choix fait de ne financer que la conversion était une erreur, ce sont bien des aides dans la durée qui permettent d'inciter au passage en bio, pas des aides très généreuses sur une période courte.

*« Clairement la cible a été manquée, non seulement les céréaliers ne passent pas en bio mais pire, plusieurs d'entre eux arrêtent. L'erreur, ça a été de supprimer l'aide au maintien et de refuser de la remplacer par un soutien sérieux sur l'écorégime en faisant croire que le consommateur assumerait seul le coût de la Bio. Toutes les tendances syndicales sont aujourd'hui d'accord là-dessus. »* explique Loïc Madeline, référent professionnel PAC à la FNAB.

### **La FNAB demande un sursaut de développement**

- Pour protéger l'eau potable il faut continuer à développer les surfaces. La France doit s'engager vers un objectif de **100% des aires d'alimentation de captage en Bio en 2030**
- Pour préserver les fermes déjà en bio et éviter le retour en arrière, la France doit :
  - **Augmenter l'écorégime bio à 145 euros** par hectare et par an
  - **Flécher 100% des paiements pour services environnementaux** du Ministère de l'Ecologie vers les fermes Bio
- Pour permettre au marché de repartir il est urgent que la Bio ait accès aux outils de régulation de marché, la FNAB demande dès 2025 **l'ouverture d'un programme opérationnel pour le lait Bio**

La Bio a apporté les preuves scientifiques qu'elle est le label le plus abouti pour combiner productivité et durabilité, pourtant de nombreux soutiens publics partent encore vers des démarches qui n'ont pas fait leurs preuves comme le label HVE qui capte plus de 140 M€ par an du budget de la PAC. *« Il est incompréhensible, dans le contexte de crise que connaît la bio actuellement, que le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Ecologie financent encore des mesurètes environnementales et laissent mourir la Bio en silence »* explique Philippe Camburet, Président de la FNAB.

